



ARRETE N° 2022-078
PORTANT PERMISSION DE VOIRIE
ET REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

Le Maire de la Commune de Marches (Drôme) ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits des libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'état des lieux,

Vu la demande de permission de voirie en date du 04/11/2022 par laquelle l'entreprise GROUPE NAT, sise 1 Rue des Bouleaux Bât L 59810 LESQUIN, représentée par M. Sydney SADOUX intervenant pour le compte du service assainissement de Valence Romans Agglo, Demande la permission de voirie Rue Charles Ollat à Marches (26300), afin de réaliser les travaux suivants : Création de grilles pluviales,

ARRETE

Article 1 : Le bénéficiaire, soit l'entreprise GROUPE NAT, est autorisé à occuper le domaine public sur la commune de Marches, et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : Création de grilles pluviales.

Article 2 : Pour toute ouverture de fouilles sur l'accotement, le bénéficiaire devra se conformer aux prescriptions techniques d'intervention règlementaires. Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes : « En application des dispositions du Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8^{ème} partie – signalisation temporaire) approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application».

Article 3 : La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 14 jours calendaires. La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture du chantier est fixée au 05 décembre 2022.

Article 4 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques règlementaires, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 14 jours calendaires à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

Article 6 : Les agents de la société concernée par le présent arrêté, dans le cadre de leurs interventions, à compter du 5 décembre 2022, sont autorisés à mettre en place une circulation et un stationnement adaptés à leurs interventions.

Ils assureront la sécurité des équipes et des tiers grâce à un balisage adapté.

Les agents de ladite société sont autorisés à mettre en place la signalisation appropriée.

Article 7 : Une ampliation du présent arrêté sera affichée en Mairie et une ampliation sera transmise à la société intervenante : GROUPE NAT, pour le service assainissement de Valence Romans Agglo, ainsi qu'à la gendarmerie de Bourg-de-Péage.

Fait à Marches, le 15 novembre 2022

Le Maire,

M. Philippe HOURDOU



Le Maire,

-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
-informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour
Excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai
de deux mois à compter de la présente notification ou affichage.